

(N° 78.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 10 MARS 1932

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1932.

(Voir les n^{os} 4-IV, 13, 132 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 16, 17, 19 et 24 février 1932) et le n° 5-IV du Sénat).

Présents : MM. DU BOST, président ; ASOU, DE CLERCQ, JOSEPH DISIÈRE, HUISMAN VAN DEN NEST, JANSEN (GUSTAVE), LEBEAU, LEBON, LIGY, VAN-FLETEREN et le baron MEYERS, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

C'est sous l'empire des graves préoccupations de l'heure, que votre Commission a été appelée à examiner le Budget de la Justice. La discussion du budget des Affaires étrangères a retenu l'attention du Sénat sur les questions de sécurité, de réparations, de désarmement. D'autre part, les projets d'ordre financier sont, une fois de plus, depuis la guerre, à l'avant-plan dans les esprits au Parlement et dans le Pays. Ce sont là des questions vitales et il se conçoit que le Budget de la Justice puisse sembler, en ce moment, d'intérêt moins considérable et moins immédiat.

Et cependant, que de matières dignes de nos études ne fournit-il pas? Que d'aperçus concernant l'administration de la Justice, l'application ou la modification de nos lois d'organisation judiciaire, l'interprétation de nos lois civiles et pénales ne peut-il faire surgir? Que de solutions nouvelles ne peut-il faire entrevoir dans cet ensemble de règles et de principes, qui paraissent immuables et qui subissent néanmoins l'effet d'une évolution, lente sans doute, mais cependant constante.

* * *

Le budget de la Justice ayant été, cette année encore, déposé à la Chambre, nous croyons pouvoir nous borner à l'examen des principales considérations qui y ont été émises.

* * *

Dépenses et Recettes.

Le budget est fixé pour 1932 à la somme de 332,257,968 francs pour les dépenses ordinaires et à 11,390,000 francs pour les dépenses exceptionnelles. Au total : 343,647,968 francs.

Le budget de 1931 s'élevait au total à 365.420,483 francs.

On pourrait être surpris de ce que les réductions opérées sur les prévisions budgétaires n'aient pas été plus fortes. Il y a toutefois lieu de remarquer, comme nous l'avons fait au cours de l'exercice précédent, que les dépenses du Budget de la Justice sont surtout composées de traitements, indemnités et frais de route; les traitements étant en général fixés par la loi.

Loi de défense sociale.

A la Chambre, tant dans le savant rapport de l'honorable M. Sinzot, qu'au cours des débats, la discussion a porté, pour une large part, sur la loi de défense sociale.

Il ne semble pas inutile de rappeler dans quelles circonstances a pris naissance cette loi, qui n'est en vigueur que depuis le 1^{er} janvier 1931.

On peut dire que la loi de défense sociale trouve son origine, sa raison d'être dans la défaillance, en de nombreux cas, des règles trop rigides de notre droit pénal.

S'il convient, pour apprécier la valeur de la loi du 9 avril 1930, de tenir compte du rapport de l'honorable M. Sinzot et des discours prononcés à la Chambre, il n'est pas moins important de se reporter au temps où la loi de défense sociale était en projet et de voir quels étaient les espoirs qu'elle faisait naître chez ses partisans, magistrats, sociologues, législateurs, quels étaient les fruits qu'ils en attendaient.

Déposé à la Chambre dès 1923, le projet de loi de défense sociale ne fut voté que le 9 avril 1930. Son intitulé porte : « Loi de défense sociale à l'égard des anormaux et des délinquants d'habitude. »

On ne saurait mieux s'éclairer au sujet des préoccupations qui ont guidé le Gouvernement en présentant cette loi au Parlement, qu'en s'en rapportant au discours de rentrée de M. Cornil, Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles, du 16 septembre 1929, qui, ainsi que l'indique son titre, constitue un examen objectif de la réforme envisagée.

L'éminent magistrat posait le problème des peines et des mesures de sécurité.

Quoiqu'empreint à un haut degré de la notion et la responsabilité, notre Code pénal prévoit l'état de démence et y reconnaît une cause de justification.

Mais, par le fait même qu'il admet la démence comme cause de justification, il classe les délinquants en deux seules catégories : ceux qui doivent être punis et ceux qui ne peuvent l'être étant déments, ne jouissant pas de la liberté de leurs actions.

Mais il était devenu évident, à la suite des études anthropologiques qu'entre les délinquants doués du libre arbitre et les déments, se trouvaient de nombreux anormaux dont la liberté d'action était atténuée, et par conséquent la responsabilité diminuée, d'où les peines atténuées pour les anormaux, dangereux cependant pour la société par le fait même de leur état mental, d'où aussi la multiplicité des courtes peines et la récidive.

Cette situation fit admettre, par les criminalistes classiques, que, tout en maintenant le principe de la responsabilité pénale, des mesures de sûreté devaient être envisagées.

Quel avocat, quel magistrat n'ont pas été les témoins attristés de ces drames de la répression où se débattaient des malheureux, que l'on ne pouvait considérer comme totalement privés de responsabilité et dont cependant les actes délictueux répétés, souvent sans mobile raisonnable, dénotaient un état mental anormal.

C'était alors des examens médicaux constatant des responsabilités atténuées, pour moitié, pour un quart. La défense et le magistrat s'en tiraient comme ils pouvaient. Généralement le délinquant en bénéficiait et recommençait après avoir purgé sa peine.

C'est en se basant sur des données convaincantes que ceux qui, tout en restant profondément attachés, votre rapporteur est parmi eux, au principe de la responsabilité pénale, reconnurent qu'il est une classe d'irresponsables partiels et que, partant, des mesures nouvelles s'imposaient.

Ce fut l'objet de la loi du 9 avril 1930.

* * *

M. le Procureur Général Cornil fit, dans un second discours de rentrée, du 15 septembre 1930, une étude pénétrante de la nouvelle loi. Il en saluait l'avènement et voyait en elle l'aboutissement des progrès réalisés en Belgique, pendant un siècle, dans la lutte contre le crime.

Il rappelait les études auxquelles avait donné lieu le projet de loi, élaboré par le Conseil consultatif du Département de la Justice, étudié par le Conseil supérieur des prisons, réexaminé par le Comité permanent du Conseil de législation après une première discussion en commission à la Chambre. « Il semblait donc, dit M. le Procureur Général Cornil, que les textes avaient été minutieusement préparés. C'était M. Vandervelde, pendant qu'il dirigeait le Ministère de la Justice, qui avait pris l'initiative de l'élaboration de la loi nouvelle; son successeur M. Masson, avait déposé le projet une première fois en 1923 et un troisième Ministre de la Justice, M. Tschoffen, l'avait à nouveau présenté à la Chambre en 1925. »

« On aurait pu croire, ajoute M. le Procureur général près la Cour de Bruxelles, que, dans ces conditions, les débats parlementaires seraient brefs. Ils furent, au contraire, longs et particulièrement animés. »

Le projet de loi fut voté finalement, à la Chambre, à une très grande majorité et le Sénat l'adopta par 100 voix contre 3.

Cette quasi-unanimité semblait pouvoir bien faire augurer de l'accueil qui serait fait à la mise en pratique de la loi. Il n'en est que plus décevant de voir, qu'après un essai de quelques mois à peine, la loi de défense sociale est l'objet de vives critiques.

Mais avant de préciser la portée de ces critiques, il importe d'indiquer les principales dispositions de la loi.

* * *

Comment en tâchant de protéger la société, la loi a-t-elle respecté la liberté individuelle? Car là se trouvait la principale difficulté du problème à résoudre.

En ce qui concerne les anormaux (art. 1 à 25), la loi innove par le système de la *sentence indéterminée*, qui permet de mettre les anormaux hors d'état de nuire en les internant tant qu'ils seront dangereux pour la collectivité.

M. le Procureur général Cornil rappelle ces paroles de M. Hymans, alors Ministre de la Justice : « Le système nouveau complète notre régime répressif sans toucher à sa base. Il n'implique pas la négation du libre arbitre et de la responsabilité morale qui demeurent le fondement du droit de punir. Il s'applique dans une préoccupation de sécurité à des catégories d'individus en qui la volonté s'est éteinte ou ne s'est point développée, qui ne peuvent retenir leurs impulsions, ni apprécier leurs actes et dont la responsabilité, dès lors, apparaît comme nulle ou gravement réduite ».

Comment le texte a-t-il réalisé le but poursuivi? A quel genre d'anormaux la loi est-elle applicable? L'article 1^{er} de la loi vise « l'inculpé qui est en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions ».

Ce texte fut expliqué dans les termes suivants par le rapporteur de la loi à la Chambre, M. Soudan : « La Chambre connaît les bases scientifiques sur lesquelles s'appuie la distinction faite dans le projet entre la démence, l'insuffisance et le déséquilibre mental. La démence, c'est l'aliénation mentale; rentrent dans la catégorie des insuffisants, les nombreux névrosés psychopathes constitutionnels et dégénérés mentaux qui gardent un certain contrôle de leurs actes, mais dont la responsabilité peut être atténuée dans des proportions plus ou moins grandes; l'on entend par déséquilibrés ceux qui ont perdu passagèrement tout contrôle de leurs actes. » Et il insistait sur les caractères de gravité que doivent revêtir l'insuffisance, la débilité ou le déséquilibre mental pour justifier les mesures de sûreté prévues par la loi.

M. Destrée disait de manière plus concise et plus frappante, que le projet vise « ces gens qui ne sont ni tout à fait fous, ni tout à fait raisonnables, mais qui constituent un certain danger dans la société ».

Contre la classe des délinquants anormaux ainsi déterminée, la loi organise des mesures de défense sociale.

* * *

1. *Mise en observation des inculpés* dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire, ordonnée par la juridiction d'instruction ou de jugement dans les cas où la loi autorise la détention préventive, c'est-à-dire, sauf en matière de délit politique ou de presse, quand le fait est de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel de trois mois ou une peine plus grave.

Il faut donc des circonstances graves et exceptionnelles pour que la mesure de mise en observation puisse être prise.

Elle ne peut l'être que sur réquisition du ministère public, l'inculpé ou son conseil entendus, soit sur requête de l'inculpé ou de son conseil.

La réquisition du ministère public est portée à la connaissance du prévenu et de son conseil et le dossier est mis à leur disposition pendant quarante-huit heures.

La loi règle le droit d'appel des décisions ordonnant ou fixant la mise en observation.

La durée du placement en observation est d'un mois au plus, mais peut être prolongée successivement, sans pouvoir dépasser six mois.

La mise en observation ayant pris fin, l'inculpé contre qui mandat d'arrêt

a été décerné, est réintégré à la maison d'arrêt, à moins que son internement ne soit ordonné.

* *

2. *Internement des inculpés anormaux.* Les juridictions d'instruction ou de jugement peuvent ordonner l'internement des inculpés se trouvant dans un des états prévus à l'article 1^{er} de la loi, lorsqu'ils ont commis un crime ou un délit.

La durée de l'internement est de cinq ans. Ce terme est porté à dix ans si le fait est punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans si le fait est punissable de la peine de mort.

Une commission composée d'un magistrat, d'un membre du barreau et d'un médecin d'annexe psychiatrique, désigne l'établissement où l'internement aura lieu, ordonne le cas échéant, le transfert de l'inculpé dans un autre établissement et statue sur sa mise en liberté, à l'essai ou définitive.

Si la mise en liberté n'a pas été ordonnée par la Commission, le Procureur du Roi a la faculté, avant l'expiration du terme de cinq, dix ou quinze ans, de faire soumettre la procédure à la juridiction qui a ordonné l'internement.

Cette juridiction peut ordonner l'internement pour un nouveau terme de cinq, dix ou vingt ans. La prorogation peut être renouvelée de la même manière.

Quelle est la nature de la mesure d'internement? Il a été dit, et il ne semble pas douteux, que cette mesure ne constitue pas une peine.

Dans son rapport au Sénat, M. Tschoffen disait : « L'internement des aliénés ou déficients mentaux n'est pas une peine. » Ce n'en est pas moins une mesure redoutable, aboutissant, en fait, aux mêmes résultats que la peine.

La loi institue l'appel des décisions de la Chambre du Conseil concernant l'internement et l'inculpé peut toujours exiger la publicité des débats.

La loi règle également la procédure devant la Cour d'assises. Retenons ici que lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit politique, ou de presse, l'internement ne peut avoir lieu qu'à l'unanimité de la Cour et des jurés.

Laissons de côté la question, importante cependant, du droit de la victime à des dommages-intérêts, en quoi il n'a pas été innové par la loi.

Est réglé aussi le sort des condamnés pour crime ou délit qui, au cours de leur détention, sont reconnus anormaux au sens de la loi. Ils pourront, par décision du Gouvernement, sur avis conforme de la Commission indiquée, être internés dans un des établissements organisés à cet effet.

Récidivistes et délinquants d'habitude.

La loi s'occupe également des récidivistes et des délinquants d'habitude en permettant leur mise à la disposition du Gouvernement qui pourra les faire interner dans des établissements appropriés. Cette mise à la disposition du Gouvernement peut être de cinq, dix ou quinze ans.

Il a été bien entendu que cet internement ne peut être prolongé au delà du temps nécessaire. M. Carton de Wiart disait formellement dans son rapport, que, dès que les circonstances peuvent justifier la libération anticipée, celle-ci doit être autorisée.

* *

Telle est, dans ses grandes lignes, la loi de défense sociale.

Dans l'introduction de son « Essai de sociologie criminelle. Le progrès des institutions pénales », M. Toulemon, avocat à la Cour de Paris, disait : « Ce n'est pas seulement contre le crime lui-même que le législateur doit prémunir le corps social : il doit porter plus haut et plus loin ses regards : ce sont les sources mêmes de la criminalité qu'il lui faut essayer de tarir... ».

La réforme réalisée par la loi de défense sociale n'a point d'autre but.

Ce but a-t-il été atteint ?

A s'en tenir aux considérations du rapport de M. Sinzot, de graves objections peuvent être élevées contre la loi du 9 avril 1930.

L'honorable rapporteur à la Chambre ne conteste pas l'excellence du principe de la loi, mais il affirme qu'elle sacrifie aux nécessités de la défense sociale le principe même de la liberté individuelle.

N'y a-t-il pas là quelque exagération et l'honorable rapporteur n'atténue-t-il pas la sévérité de sa critique en disant que la loi est dangereuse parce que, sous tout autre régime que le nôtre, sous quelque dictature que ce soit, elle deviendrait un instrument d'oppression sans égal ?

Ne faut-il pas considérer la loi sous l'angle de nos institutions, permettant dans une mesure plus large que partout ailleurs, le contrôle de l'opinion publique, la critique parlementaire, dont le rapport et les discours à la Chambre sont un récent et éclatant exemple ?

Quelle est la statistique d'exécution de la loi jusqu'à présent ?

A une demande de renseignements à M. le Ministre de la Justice, il a été répondu que le nombre d'internements ordonnés par une juridiction d'instruction ou de jugement était, au 19 novembre 1931, de 319. Les condamnés internés pendant le cours de l'exécution de leur peine étaient au nombre de 133, soit ensemble 452 internements. Ces chiffres paraissent élevés pour une mise en application de la loi pendant onze mois.

Quels ont été les principaux griefs articulés contre la loi par l'honorable rapporteur et au cours de la discussion à la Chambre ?

1^o Le droit à la contre-expertise est, en réalité, refusé au prévenu.

L'article 3 de la loi décide que la Président de la juridiction qui est appelée à statuer sur la réquisition du Ministère public tendant à l'internement, fait indiquer, trois jours d'avance sur un registre spécial, les lieu, jour et heure de la comparution. Le dossier est mis pendant quarante-huit heures à la disposition du conseil de l'inculpé.

Comment ce conseil pourrait-il organiser, en quarante-huit heures, la défense du prévenu contre la mise en observation ?

Nous sommes ici pleinement d'accord avec l'honorable rapporteur à la Chambre. Le délai imparti pour l'examen du dossier, la préparation de la défense du prévenu ou de la contre-expertise éventuelle devrait être considérablement prolongé ;

2^o La loi est mauvaise parce qu'elle substitue à des peines établies par le Code pénal, nettes et précises, une privation de la liberté d'un minimum élevé.

Ici nous voyons remettre en question le but même poursuivi par la loi qui est de mettre la société à l'abri des êtres malfaisants. C'est tout l'édifice de la loi du 9 avril 1930 qui est ébranlé.

L'honorable rapporteur cite le cas de l'ouvrier qui s'enivrait de temps en temps, un jour bat sa femme, un peu plus fort que ne l'admettait le vieux droit brabançon (*iusta castigatio*). Il a été interné pour cinq ans, alors que, avant la loi de défense sociale, le tribunal l'eut condamné à 100 francs d'amende.

Nous reconnaissons bien volontiers que l'exemple nous avait ému. Mais M. le Ministre de la Justice nous a appris qu'il s'agissait d'un alcoolique invétéré, condamné, à diverses reprises, pour ivresse, outrages à la police et désertion. Il battait sa femme jusqu'à lui arracher les cheveux et se livrait à des excentricités qui le faisaient croire atteint d'aliénation mentale. Cet homme a été interné dans un établissement de défense sociale pour y subir une cure de désintoxication. Deux mois plus tard, il a été libéré à l'essai, quelques jours après il a été réintégré parce qu'il s'était remis à boire.

3. Le grand défaut de la loi, c'est l'abdication du juge entre les mains des experts.

Mais ne peut-on répondre qu'en de nombreuses matières le juge a recours à l'avis des experts?

Et ne peut-on pas constater, particulièrement en ce qui concerne les accidents d'automobiles, que le juge tout en gardant sa pleine liberté d'appréciation, suit généralement l'avis des experts.

Que si l'on demande que l'expertise soit organisée contradictoirement, nous ne contredirons pas à l'excellence d'une réforme sur ce point. Mais qu'alors la procédure d'expertise contradictoire soit généralisée.

4. L'honorable rapporteur à la Chambre soulève enfin la question de l'action civile lorsque l'inculpé qui relève de la Cour d'assise, sera interné.

Nous reconnaissons que la loi est incomplète à ce point de vue et qu'il importe de combler la lacune.

A raison surtout de l'imprécision dans la détermination de ceux que la loi considère comme pouvant tomber sous son application, l'honorable M. Sinzot se déclare d'accord avec M. Braffort, professeur à l'Université de Louvain, pour reconnaître que la loi apparaît comme une réforme nécessaire, mais que sa teneur, outre qu'elle recèle de nombreux dangers, ne fait qu'accroître la confusion de notre droit répressif.

Au cours du débat à la Chambre, la loi de défense sociale a trouvé de chauds défenseurs. Tout en admettant qu'elle contient des imperfections, M. Vander-velde émettait l'avis qu'il semble prématuré de demander la revision de la loi : « Laissons parler l'expérience et agir le temps » dit-il.

M. Destrée, sans se montrer enthousiaste de la loi, la trouvait bonne, mais voudrait, d'accord sur ce point avec M. Sinzot, voir insérer dans la loi la notion de danger social, c'est-à-dire la nécessité de la constatation du caractère dangereux de l'individu à interner. Il s'élevait aussi contre la durée trop longue de l'internement. Il proposait de substituer aux termes de cinq, dix et quinze ans, celui de six mois renouvelable.

Nous pouvons nous résumer.

Les principes qui sont à la base de la loi ne rencontrent pas d'adversaires.

Les textes pourraient être précisés notamment dans le sens indiqué par M. Destrée. Faisons cependant remarquer que la notion de danger social se trouve énoncée dans l'intitulé de la loi.

La loi présente certaines imperfections (1)

Le Ministre de la Justice le reconnaissait à la Chambre ; il annonçait le dépôt d'un projet de loi concernant l'administration des biens des délinquants anormaux internés pendant leur internement. Il disait que le payement des frais d'entretien des anormaux internés devait être réglé.

Ce sont là des initiatives à prendre par le Gouvernement.

Mais ce qui paraît le point essentiel est de savoir si, depuis sa mise en vigueur la loi a donné lieu à des abus. Cela ne semble pas résulter des faits signalés.

Ne paraît-il pas, dès lors, que l'on puisse faire crédit au Gouvernement, en lui demandant de surveiller l'exécution de la loi et de saisir le Parlement des mesures législatives que l'expérience lui commanderait de proposer.

Responsabilité civile.

Nous suivrons moins longuement l'honorable rapporteur à la Chambre en ce qui concerne la nécessité d'une refonte du statut de la responsabilité civile.

Le principe qui domine notre droit civil est qu'il n'existe pas de responsabilité sans faute.

En une matière importante cependant, celle des accidents du travail, la loi du 24 décembre 1903 a consacré la théorie du risque ; dès qu'il y a accident de travail tombant sous l'application de la loi, il y a droit à indemnité.

« Le projet de loi, disait le rapporteur du Sénat, apporte une modification profonde à la législation existante, basée sur la notion de la faute et sur l'obligation de la réparer. Sous l'empire de la loi actuelle, l'ouvrier, victime d'un accident, a droit à une indemnité si l'accident a été causé par la faute du patron. Que l'accident soit le résultat de la faute de l'ouvrier, d'une cause inconnue, d'un cas fortuit, le patron ne peut être tenu d'intervenir. De plus, la victime doit prouver la faute du patron. Preuve souvent bien difficile, parfois impossible à faire ; preuve nécessitant des procès longs et pénibles, de nature irritante. » (Rapport de M. Claeys-Boùart.)

A la notion de la responsabilité, la loi du 24 décembre 1903 a donc substitué celle du risque, risque inhérent à l'industrie, inséparable de l'action commune du capital et du travail. Dès lors, il a semblé juste de la faire supporter dans une certaine proportion, par chacune des parties intervenant au contrat, la théorie du risque professionnel entraînant celle de l'indemnité forfaitaire.

La loi sur la réparation des accidents du travail est actuellement en vigueur depuis près de trente ans. Elle est entrée dans nos mœurs et on peut la considérer comme étant un bienfait pour la classe ouvrière et pour l'industrie. Elle répond à un sentiment de pitié et crée une sécurité plus grande.

D'autres lois avaient déjà modifié le système de la preuve, La loi de 1891, pour n'en être citer qu'une, sur le contrat de transport, rend le transporteur responsable, à moins qu'il n'établisse que l'accident résulte d'une cause qui ne peut lui être imputée.

(1) Voir la Conférence de M. Cornil, procureur général près la Cour de Bruxelles. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1932.

Faut-il étendre la notion du risque aux accidents de roulage, d'année en année plus nombreux, plus graves et plus meurtriers? Car c'est en cette matière surtout que le problème se pose.

L'honorable M. Sinzot concluait en disant qu'à son sens, la réforme doit porter dans l'ordre pratique sur deux points :

1^o Il faut substituer au plus tôt, en ce qui concerne les accidents d'automobiles, à la notion de la faute personnelle, la notion du risque;

2^o L'assurance contre les accidents d'automobiles doit être obligatoire.

Le Sénat a voté récemment un projet de loi relatif à la circulation routière contenant des dispositions de nature à assurer la sécurité et, en cas d'accidents, la réparation du préjudice causé.

Le projet impose le permis de conduire et l'assurance obligatoire.

Il faut saluer avec joie cette partie du projet qui établit l'assurance obligatoire. Un trop grand nombre de victimes ne sont, sous la législation actuelle, pas indemnisées, à défaut de solvabilité de l'auteur de l'accident quand il n'est pas assuré.

Faut-il consacrer la théorie du risque par un texte positif dans nos lois?

L'interprétation de l'article 1382 a subi, dans ces derniers temps, une évolution. M. le Procureur général Leclercq pense que dès que le conducteur d'une automobile a tué ou blessé, il doit, sans autre preuve, être déclaré responsable (1). Mais jusqu'ici la jurisprudence n'a pas souscrit à cette thèse. Le simple fait de l'agent ne suffit pas pour motiver une action en réparation. Il faut la preuve de la faute. (Cass. 4 juillet 1929, Pas. I, 261).

Il n'entre pas dans les intentions de votre rapporteur de s'engager dans l'examen des nombreuses théories qui ont été mises en avant au sujet de la responsabilité civile.

Qu'il lui soit permis, cependant, de citer quelques lignes de l'ouvrage de M. Rutsaert : « Le fondement de la responsabilité civile en matière extra-contractuelle ».

L'auteur examine longuement la théorie du risque et conclut en repoussant l'idée du risque comme fondement de la responsabilité en général. « Charger un individu de tous les risques résultant de ses actes, dit-il, c'est lui faire abandonner toute distinction entre ses actes fautifs et ceux qui ne le sont pas, c'est faire disparaître tout sentiment de responsabilité; c'est faire de la réparation des dommages causés une simple charge et l'activité, la contre-partie même des bénéfices que procure cette activité. Au point de vue moral, une telle doctrine va à l'encontre d'un des principes les plus anciens et les plus profonds du droit, car, les hommes ne se sentent responsables que pour autant qu'ils sont en faute et non de par le seul fait qu'ils ont agi. »

Mais le même auteur pense que la loi pourrait, à bon droit, présumer que le dommage, provenant de la chose dangereuse, est dû à une faute du gardien.

Et ici il rejoint le projet de loi qui vient d'être voté par le Sénat en disant que cette solution n'aurait rien d'excessif, puisque les propriétaires des engins dangereux, automobiles ou avions, peuvent échapper aux conséquences de la responsabilité pour fautes légères ou « vices cachés » de la chose, par l'assurance qui pourrait être rendue obligatoire.

(1) Discours de rentrée du 15 septembre 1927. En sens contraire : discours de rentrée du baron Meyers, Procureur général à la Cour de Liège, du 15 septembre 1931.

N'omettons pas de rappeler que dès 1907, l'honorable M. Magnette, actuellement Président du Sénat, avait déposé un projet de loi contenant le principe de la présomption de faute. « Tout accident causé à des personnes ou à des choses par des véhicules automobiles, sera présumé être dû à la faute du conducteur, qui s'exonérera par la preuve de la force majeure ou de la faute de la victime. »

Bornons ici ce court exposé et avec le rapporteur à la Chambre, formons le souhait de voir bientôt aboutir le problème de l'assurance obligatoire. Nous pensons avec lui que, tout au moins en cas de faute grave, l'auteur de l'accident devrait supporter personnellement une partie des dommages intérêts éventuels.

* * *

Justice de paix.

Restant fidèle à une opinion déjà exprimée, nous émettons une fois de plus, le regret de ce que les circonstances économiques aient entraîné la nécessité de supprimer certaines justices de paix. Nous ne sommes pas admirateur de cette organisation judiciaire qui consiste à faire desservir plus d'un canton par un magistrat et à obliger ainsi certains juges de paix à des voyages incessants.

N'oublions pas qu'en créant les justices de paix, l'Assemblée constituante a voulu mettre à portée des justiciables un magistrat populaire chargé d'accommoder les différends et de faire avorter les procès.

Il importe, d'autre part, que soit donnée une solution au projet de loi concernant le nombre de juges de paix. Le régime transitoire de la loi de cadenas devrait prendre fin.

*
* *

Votre Commission vous propose, par 9 voix contre 2, l'adoption du Budget du Ministère de la Justice, tel qu'il vous a été transmis par la Chambre des Représentants.

Le Rapporteur.
B^{on} MEYERS.

Le Président,
DU BOST.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 10 MAART 1932

Verslag uit naam van de Commissie van Justitie, belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1932.

(Zie de n^{rs} 4-IV, 13, 132 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 16, 17, 19 en 24 Februari 1932, en n^o 5-IV van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren DU BOST, voorzitter ; ASOU, DE CLERCQ (Joseph), DISIÈRE, HUISMAN VAN DEN NEST, JANSSEN (Gustave), LEBEAU, LEBON, LIGY, VAN FLETEREN en baron MEYERS, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Midden in de ernstige bezorgdheid van het oogenblik, werd Uwe Commissie geroepen de Begrooting van Justitie te onderzoeken. De behandeling van de Begrooting van Buitenlandsche Zaken vestigde de aandacht van den Senaat op de vraagstukken van veiligheid, van herstel, van ontwapening. Daarbij staan de financiële wetsontwerpen, eens te meer sedert den oorlog, op den voorgrond zoowel in het Parlement als in het land. Dit zijn alle levensvraagstukken en het is begrijpelijk dat de Begrooting van Justitie op dit oogenblik van minder belangrijk en onmiddellijk belang moge schijnen.

En toch, wat al stof daarin, die studie verdient ? Hoeveel beschouwingen betreffende het rechtsbeleid, de toepassing of wijziging onzer wetten op de rechterlijke inrichting, de verklaring onzer burgerlijke en strafwetten ? Wat al nieuwe oplossingen stelt zij niet in het vooruitzicht in dit complex van regelen en beginselen, die onaantastbaar schijnen en evenwel den invloed ondergaan van een gewis langzame doch bestendige evolutie.

Daar dit jaar nog de Begrooting van Justitie bij de Kamer werd ter tafel gelegd, meenen wij ons te mogen bepalen tot het onderzoek van de voornaamste overwegingen die aldaar ten berde kwamen.

**

Ontvangsten en uitgaven.

Voor 1932 is de begrooting bepaald op een bedrag van 332,257,968 frank voor de gewone uitgaven en van 11,390,000 frank voor de uitzonderlijke uitgaven. Te zamen : 343,647,968 frank.

De Begroting voor 1931 bedroeg een totaal van 365,420,483 frank.

Het moge verwondering baren dat de besnoeiingen op de ramingen niet meer beliepen. Op te merken valt evenwel, zooals voor het vorig dienstjaar, dat de uitgaven op de Begroting van Justitie vooral bestaan uit wedden, vergoedingen en reiskosten; de wedden zijnde over het algemeen door de wet vastgesteld.

Wet tot sociale bescherming.

In de Kamer, zoowel in het geleerd verslag van den geachten heer Sinzot, als in den loop der debatten, liep de behandeling grootendeels over de wet tot sociale bescherming.

Het lijkt niet overbodig erop te wijzen in welke omstandigheden deze wet is ontstaan die, het moet gezegd, pas sedert 1 Januari 1931 van kracht is.

Men mag zeggen dat de wet tot sociale bescherming haar ontstaan, haar reden van bestaan vindt in de tekortkoming, in vele gevallen, van de al te strakke regelen van ons strafrecht.

Zoo het past, om de wet van 9 April 1930 naar waarde te schatten, in ruime mate rekening te houden met het verslag van den geachten heer Sinzot en met de redevoeringen in de Kamer, toch is het van niet minder belang terug te denken aan den tijd dat deze wet ontworpen was en te zien welke hoop zij deed koesteren bij hare aanhangers, magistraten, sociologen, wetgevers, en wat daarvan werd verwacht.

Bij de Kamer ter tafel gelegd in 1923 reeds, werd het wetsontwerp tot sociale bescherming pas aangenomen op 9 April 1930. Zijn titel luidt : « Wet tot bescherming der maatschappij tegen de abnormalen en de gewoontemisdadigers. »

Men zou zich niet beter kunnen voorlichten over de bekommelingen die de Regeering hebben aangezet deze wet bij het Parlement in te dienen, dan met te verwijzen naar de openingsrede van den heer Cornil, Procureur Generaal bij het Hof van Beroep te Brussel, op 16 December 1929, die, zooals haar titel aangeeft, een objectief onderzoek van de overwogen hervorming is.

De uitstekende magistraat stelt het vraagstuk van de straffen en van de veiligheidsmaatregelen.

Ofschoon ten zeerste doordrongen van het begrip en de verantwoordelijkheid, voorziet ons Wetboek van Strafrecht den toestand van krankzinnigheid en vindt daarin een grond van rechtvaardiging.

Doch door het feit zelf dat het de krankzinnigheid erkent als een grond van rechtvaardiging, rangschikt het de delinquenten in slechts twee categorieën : zij die moeten worden gestraft en zij die het niet mogen omdat zij, krankzinnig zijnde, niet over de volledige vrijheid van handelen beschikken.

Doch het was duidelijk geworden, na de anthropologische studiën, dat onder de delinquenten met vrijen wil en de krankzinnigen er talrijke abnormalen te vinden waren wier vrijheid van handelen beperkt was en bijgevolg dus ook hunne toerekenbaarheid, vanwaar verzachte straffen voor de abnormalen, die wegens hun geestestoestand voor de samenleving gevaarlijk blijven, vanwaar ook de veelvuldigheid der korte straffen en de hervalling.

Deze toestand deed de klassieke criminalisten besluiten dat, mits het

beginsel van de toerekenbaarheid op strafgebied te behouden, veiligheidsmaatregelen geboden waren.

Welke advocaat, welke magistraat was niet de droeve getuige van deze drama's der beteugeling waarbij ongelukkigen betrokken waren die men mocht beschouwen als totaal beroofd van toerekenbaarheid en van wie evenwel de strafbare handelingen, zonder reden herhaald, blijk gaven van een abnormalen geestestoestand.

Dan kwamen de geneeskundige onderzoeken die besloten tot een toerekenbaarheid die met de helft of een vierde verminderd was. De verdediging en de magistraat trokken zich zoo goed het ging uit den slag. Over het algemeen kwam dit den delinquent ten goede en deze herbegon, na zijn straf te hebben uitgedaan.

Op grond van overtuigende gegevens, doch diep verknocht blijvend, evenals uw verslaggever, aan het beginsel der toerekenbaarheid, erkennen sommigen dat er een klasse gedeeltelijke ontoerekenbaren bestaat en dat dus nieuwe maatregelen geboden waren.

Dat is het doel van de wet van 9 April 1930.

* * *

Procureur-generaal Cornil onderzocht dit laatste in een tweede heropeningsrede op 15 September 1930, op grondige wijze. Hij begroette de wet en zag daarin de bekroning van de in België sedert een eeuw gemaakte vorderingen in den strijd tegen de misdaad.

Hij wees op de studiën waartoe het wetsontwerp aanleiding had gegeven, opgemaakt door het Raadgevend Comité bij het Departement van Justitie, onderzocht door den Hoogen Raad van het gevangeniswezen, andermaal onderzocht door het Bestendig Comité van den Raad voor wetgeving na een eerste behandeling in de Kamercommissie. « Het scheen dus, zegt Procureur-generaal Cornil, dat de teksten nauwgezet waren voorbereid geworden. Het was de heer Vandervelde, terwijl hij het Ministerie van Justitie bestuurde, die het initiatief had genomen van het voorbereiden eener nieuwe wet; zijn opvolger, de heer Masson, had het ontwerp voor de eerste maal in 1923 ter tafel gelegd en een derde Minister van Justitie, de heer Tschoffen, had het andermaal bij de Kamer in 1925 ingediend. »

» Men had kunnen meenen, voegt de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Brussel daaraan toe, dat, in deze omstandigheden, de parlementaire debatten kort zouden zijn. Zij waren daarentegen lang en zeer vinnig. »

Het wetsontwerp werd ten slotte in de Kamer met een overgroote meerderheid aangenomen en de Senaat keurde het goed met 100 tegen 3 stemmen.

Deze schier eenstemmigheid scheen een gunstige voorbode te zijn van het onthaal dat de toepassing van de wet zou te beurt vallen. Het is derhalve ontmoedigend vast te stellen dat, na een proefneming van ternauwernood enkele maanden, de wet tot sociale bescherming aan zooveel kritiek bloot stond.

Doch alvorens de strekking van die kritiek nader te bepalen, past het de voornaamste bepalingen der wet aan te geven.

* * *

Hoe heeft de wet, mits de maatschappij te trachten te beschermen, de individueele vrijheid geëerbiedigd? Want daar lag de groote knoop van het op te lossen vraagstuk.

Wat de abnormalen betreft (artt. 1 tot 25), voert de wet een nieuwigheid in met het onbepaalde vonnis, dat toelaat abnormalen onschadelijk te maken met hen op te sluiten zoolang zij voor de gemeenschap gevaar opleveren.

De heer Procureur-generaal Cornil herinnert aan deze woorden van den heer Hymans, toen Minister van Justitie : « Het nieuwe stelsel volledigt ons strafregime zonder zijn basis aan te tasten. Het sluit de ontkenning niet in van den vrijen wil en van de moreele verantwoordelijkheid die de grondslag blijven van ons strafrecht. Het is in een geest van veiligheid toepasselijk op categorieën van menschen bij wie de wil is uitgedoofd of zich niet ontwikkeld heeft, die hun opwellingen niet kunnen onderdrukken noch hun daden beoordelen, en wier verantwoordelijkheid derhalve niet bestaat of zeer beperkt is. »

Hoe heeft de tekst het nagestreefde doel bereikt? Op welk soort van abnormalen is de wet toepasselijk? Het eerste artikel betreft den « verdachte die lijdt aan krankzinnigheid, of door erge geestesstoornissen of geesteszwakheid is aangedaan, waardoor hij onbekwaam wordt zijn daden te beheerschen ».

Deze tekst werd als volgt toegelicht door den heer Soudan, verslaggever van de wet in de Kamer : « De Kamer kent de wetenschappelijke basissen, waarop het onderscheid steunt dat in het ontwerp wordt gemaakt tusschen de krankzinnigheid, de zwakzinnigheid en de geesterstoornis. De krankzinnigheid is een geesteskrankheid; onder de zwakzinnigen komen vele zenuwlijders-psychopathen van geboorte voor evenals geestelijk ontaarden die een zekere contrôle over hun daden behouden, maar wier verantwoordelijkheid in minder of meerdere mate kan beperkt zijn; onder geestesgestoorden verstaat men hen die tijdelijk alle contrôle over hun daden hebben verloren. » En hij legde nadruk op den ernst dien de zwakzinnigheid of de geestesstoornis moet vertoonen om de veiligheidsmaatregelen door de wet voorzien te wettigen.

De heer Destrée bepaalde bondiger en treffender, dat het ontwerp « deze personen bedoelt, die niet heelemaal gek en ook niet heelemaal redelijk zijn, maar die een zeker gevaar zijn voor de maatschappij ».

Tegen de aldus omschreven klasse van abnormale misdadigers voorziet de wet maatregelen tot bescherming der maatschappij.

*
* *

1. *Inobservatiestelling van de verdachten* in de psychiatrische afdeling van een strafinstelling, gelast door de raadkamer of ter terechtzitting in de gevallen waarin de wet de voorloopige hechtenis toelaat, het is te zeggen behalve in geval van politiek of persmisdrijf, wanneer het feit een correctionneele gevangenisstraf van drie maanden of een zwaardere straf kan medebrengen.

Er moeten dus ernstige en uitzonderlijke omstandigheden voorhanden zijn, om tot het in observatie stellen over te gaan.

Dit kan slechts op vordering van het openbaar ministerie, den verdachte of zijn raadsman gehoord, hetzij op verzoek van den verdachte of van zijn raadsman.

De vordering van het openbaar ministerie wordt ter kennis gebracht van den verdachte en van zijn raadsman, en het dossier wordt hun gedurende acht en veertig uren ter beschikking gesteld.

De wet regelt het recht van hooger beroep van de beslissingen waarbij de inobservatiestelling wordt gelast of bepaald.

De observatietijd bedraagt hoogstens één maand, maar kan achtereenvolgens verlengd worden, zonder zes maanden te mogen overschrijden.

Zoodra de observatie ten einde is, wordt de verdachte tegen wien het bevel van gevangenhouding is uitgevaardigd, weder in het huis van arrest opgesloten, ten ware interneering wordt gelast.

* * *

2. *Interneering van de abnormale verdachten.* — De rechtbanken in raadkamer ter terechtzitting mogen de interneering van de verdachten gelasten die zich in een der bij het eerste artikel van de wet voorziene toestanden bevinden en een misdaad of wanbedrijf hebben begaan.

De duur der interneering bedraagt vijf jaar. Deze termijn wordt op tien jaar gebracht, indien het feit strafbaar is met dwangarbeid of met buitengewone of levenslange hechtenis; op vijftien jaar, indien het feit strafbaar is met de doodstraf.

Een commissie bestaande uit een magistraat, een lid van de balie en een geneesheer bij de psychiatrische afdeling, wijst het gesticht voor de interneering aan, beveelt desgevallend dat de geïnterneerde naar een ander gesticht zal worden overgebracht en beslist over het op proef of het definitief in vrijheid stellen van den geïnterneerde.

Indien de invrijheidstelling door de Commissie niet gelast is geworden, staat het den procureur des Konings vrij, vóór termijnen van vijf, tien of vijftien jaar verstreken zijn, de rechtspleging te laten onderwerpen aan de rechtbank door welke de interneering werd gelast.

Dit rechtscollege kan de interneering gelasten voor een termijn van vijf, tien of vijftien jaar. De verlenging kan op dezelfde wijze hernieuwd worden.

Van welken aard is deze maatregel van interneering? Er is gezegd, en dit schijnt geen twijfel over te laten, dat deze maatregel geen straf is.

In zijn verslag aan den Senaat zegde de heer Tschoffen dat de interneering der krankzinnigen of zwakzinnigen geen straf is. Het is niettemin een harde maatregel die feitelijk tot dezelfde uitslagen leidt als de straf.

De wet voorziet het hooger beroep van de beschikkingen der Raadkamer betreffende de interneering en de verdachte mag altijd de openbaarheid der debatten eischen.

De wet regelt ook de procedure voor het Hof van Assisen. Geldt het een politieke misdaad, een politiek wanbedrijf of een persdelict, dan kan de interneering slechts worden gelast bij eenstemmigheid van het Hof en van de gezworenen.

Wij laten de nochtans belangrijke kwestie ter zijde van het recht van het slachtoffer op schadeloosstelling, waaromtrent de wet niets nieuws heeft voorzien.

Aldus wordt het lot geregeld van de ter zake van misdaad of wanbedrijf veroordeelde personen die, tijdens hun hechtenis, abnormaal in den zin van de wet worden bevonden. Zij kunnen krachtens een beslissing van de Regeering, verleend op eensluidend advies van de aangestelde commissie, geïnterneerd worden in een van de door de Regeering daartoe bestemde bijzondere gestichten.

2. *Recidivisten en gewoontemisdadigers.* — De wet voorzag ook het geval van de recidivisten en de gewoontemisdadigers; zij kunnen ter beschikking van de Regeering worden gesteld voor een termijn van vijf, tien of vijftien jaar. De Regeering mag hen doen opsluiten in daartoe ingerichte instellingen.

Er is nadrukkelijk gezegd, dat de interneering niet langer dan den noodigen tijd mag duren. In zijn verslag verklaarde de heer Carton de Wiart uitdrukkelijk, dat de vervroegde invrijheidstelling moet worden gelast zoodra de omstandigheden die wettigen.

*
* *

Ziedaar in hare groote trekken de wet op de sociale verdediging.

In de inleiding tot zijn : *Essai de sociologie criminelle. Le progrès des institutions pénales*, verklaarde de heer Toulemon, advocaat bij het Hof te Parijs, het volgende : « Het is niet alleen tegen de misdaad zelf dat de wetgever de maatschappij moet vrijwaren : hij moet hooger en verder blikken en de bronnen zelf van de misdadigheid trachten droog te leggen.... »

De hervorming verwezenlijkt door de wet op de sociale verdediging heeft geen ander doel.

Werd dit doel bereikt?

Te oordeelen naar de beschouwingen van het verslag van den heer Sinzot, kunnen er ernstige bezwaren worden aangevoerd tegen de wet van 9 April 1930.

De geachte verslaggever in de Kamer trekt niet in twijfel het uitstekend beginsel dat aan de wet ten grondslag ligt, maar hij bevestigt dat het beginsel zelf van de individueele vrijheid wordt prijsgegeven voor de noodwendigheden van de sociale verdediging.

Is dat niet overdreven en ontzenuwt de verslaggever zijn scherpe kritiek niet, met te verklaren dat de wet gevaarlijk is omdat zij, onder elk ander regeeringsstelsel dan het onze, onder welke dictatuur ook, een niet te evenaren werktuig van verdrukking zou worden ?

Moet men de wet niet beschouwen van den gezichtshoek onzer instellingen, die in ruimere maat dan overal elders de contrôle van de openbare meening mogelijk maken alsmede de critiek van het Parlement, waarvan het verslag en de redevoeringen in de Kamer het jongste treffend voorbeeld zijn.

Welke is de statistiek van de tenuitvoerlegging der wet tot nog toe ?

Op een verzoek om inlichtingen gericht tot den Minister van Justitie, werd er geantwoord dat het aantal interneeringen gelast door een rechtbank in raadkamer of ter terechtzitting, op 19 November 1931, 319 bedroeg. De veroordeelden geïnterneerd in den loop van de tenuitvoerlegging van hun straf waren ten getale van 133, zegge te zamen 452 interneeringen. Deze cijfers schijnen zeer hoog voor een toepassing van de wet gedurende elf maanden.

Welke waren de bijzonderste bezwaren tegen de wet geopperd door den geachten verslaggever en in den loop der bespreking in de Kamer?

1^o Het recht op het deskundig tegenonderzoek wordt in werkelijkheid geweigerd aan den beschuldigde.

Artikel 3 der wet bepaalt dat de voorzitter van het rechtscollege, dat op de vordering van het openbaar ministerie tot interneering heeft te beslissen,

drie dagen op voorhand op een bijzonder register plaats dag en uur voor de verschijning laat vermelden. Het dossier wordt gedurende acht en veertig uur ter beschikking van den raadsman van den verdachte gesteld.

Hoe zou deze raadsman in acht en veertig uur de verdediging van den verdachte tegen de inobservatiestelling kunnen inrichten?

Wij zijn het hier ten volle eens met den verslaggever in de Kamer. De termijn toegekend voor het onderzoek van het dossier, de voorbereiding van de verdediging van den verdachte of van het eventueel deskundig tegenonderzoek zou merkkelijk dienen verlengd.

2° De wet is slecht omdat zij duidelijke en nauwkeurige straffen, bepaald door het Strafwetboek, vervangt door een berooving van de vrijheid van een hoog minimum.

Hier zien wij het doel zelf door de wet nagestreefd, namelijk de samenleving te beschermen tegen misdadige wezens, opnieuw ter sprake brengen. De gansche wet van April 1930 wordt in het gedrang gebracht.

De geachte verslaggever haalt het geval aan van den werkman, die nu en dan een glas te veel dronk, op zekeren dag zijn vrouw wat harder sloeg dan ons oud Brabantsch recht het aannam (*justa castigatio*). Hij werd geïnterneerd voor vijf jaar, alswanneer vóór de wet op de sociale verdediging de rechtbank hem zou hebben veroordeeld tot 100 frank boete.

Wij geven grif toe dat het voorbeeld ons had getroffen. Maar de geachte Minister van Justitie heeft ons medegedeeld dat het een verstokten dronkaard gold, die herhaaldelijk werd veroordeeld wegens dronkenschap, smaad aan de politie en desertie.

Hij vocht met zijn vrouw, haar en pluim, en voerde zulke toeren uit dat men hem voor krankzinnig hield. Deze man werd geïnterneerd in een gesticht tot bescherming der maatschappij om er een desintoxicatiekuur te doen. Twee maanden later werd hij vrijgelaten op proef, enkele dagen later werd hij opnieuw geïnterneerd omdat hij opnieuw aan den drank verslaafd was.

3. Het groote gebrek van de wet is dat de rechter afstand doet van zijn macht in handen van de deskundigen.

Maar kan men niet antwoorden dat in vele gevallen de rechter beroep doet op het advies van de deskundigen?

En kan men niet vaststellen dat de rechter, bijzonder voor de auto-ongevallen, ofschoon hij zijn volledige vrijheid van beoordeeling behoudt, doorgaans het advies van de deskundigen volgt?

Dat men vrage dat het deskundig onderzoek tegensprekelijk worde ingericht, wij zullen niet ontkennen dat eene hervorming op dit punt uitstekend ware. Maar dat de procedure van het tegensprekelijk deskundig onderzoek dan worde veralgemeend!

4. Ten slotte werpt de geachte verslaggever in de Kamer het vraagstuk op van de burgerlijke actie, wanneer de verdachte, die moet gevonnisd worden door het Assisenhof, zal worden geïnterneerd.

Wij erkennen dat de wet in dit opzicht onvolledig is en dat deze leemte dient aangevuld.

Voor al ten aanzien van de onnauwkeurigheid in de bepaling van diegenen die de wet beschouwt als kunnende vallen onder de toepassing derzelve, verklaart de geachte heer Sinzot zich 't akkoord met den heer Braffort, professor aan de Universiteit te Leuven, om te erkennen dat « de wet een noodige hervorming blijkt te zijn, maar dat zij in hare bepalingen niet alleen menigvuldige gevaren bevat, doch bovendien de verwarring en de onsamenhangendheid van ons strafrecht nog verhoogt ».

In den loop der bespreking in de Kamer heeft de wet tot bescherming der maatschappij warme verdedigers gevonden. Ofschoon hij erkent dat de wet onvolmaaktheden behelst, drukte de heer Vandervelde de meening uit dat het voorbarig lijkt herziening van de wet te vragen. Hij verklaarde het volgende: « Laten wij de ervaring afwachten en laat de tijd werken ».

De heer Destrée, zonder ingenomen te zijn met de wet, vond ze goed maar zou, in overeenstemming op dit punt met den heer Sinzot, willen dat het begrip: sociaal gevaar, in de wet zou worden gelascht, namelijk dat het noodzakelijk is dat de gevaarlijke aard van den te interneeren persoon zou worden vastgesteld. Hij kwam ook in verzet tegen den al te langen duur van interneering. Hij stelde voor de termijnen van vijf, tien en vijftien jaar te vervangen door een hernieuwbaren termijn van zes maanden.

Kortom, de beginselen die aan de wet ten grondslag liggen, vinden geen tegenstanders. De teksten konden verduidelijkt worden onder meer in den zin aangeduid door den heer Destrée. Wij moeten evenwel doen opmerken dat het begrip van sociaal gevaar besloten ligt in den titel van de wet.

De wet bevat enkele onvolmaaktheden (1).

De Minister van Justitie erkende het in de Kamer; hij kondigde de indiening aan van een wetsontwerp betreffende het beheer der goederen van de geïnterneerde abnormale misdadigers tijdens hun interneering. Hij verklaarde dat de dekking van de onderhoudskosten van de geïnterneerde abnormalen moest geregeld worden.

De Regeering moet deze initiatieven nemen.

Doch het belangrijke punt schijnt te weten of de wet tot misbruiken heeft aanleiding gegeven sedert zij wordt toegepast. Dit blijkt niet afgeleid te kunnen worden uit de aangehaalde feiten.

Mag men derhalve geen vertrouwen schenken aan de Regeering en haar vragen de toepassing van de wet van dichtbij na te gaan en ook het Parlement de nieuwe wetgevende maatregelen voor te leggen die haar door de ondervinding zijn ingegeven?

Burgerlijke verantwoordelijkheid.

Wij zullen den geachten verslaggever van de Kamer niet zoo uitvoerig volgen wat betreft de noodzakelijke herziening van het statuut der burgerlijke verantwoordelijkheid.

Het beginsel dat ons burgerlijk recht beheerscht is: geen verantwoordelijkheid zonder schuld.

(1) Zie de voordracht van den heer Cornil, procureur-generaal bij het Hof te Brussel. *Revue de droit pénal et de criminologie*, 1932.

In een zoo belangrijke kwestie als deze van de arbeidsongevallen, heeft de wet van 24 December 1903 de theorie gehuldigd van het risico, die recht geeft op een vergoeding bij een arbeidsongeval dat onder toepassing valt van de wet.

« Het wetsontwerp, zegde de verslaggever in den Senaat, brengt een grondige wijziging aan de bestaande wetgeving, gesteund op de notie van de schuld en de verplichting te herstellen. Indien het ongeval veroorzaakt werd door de schuld van den arbeider, door een onbekende oorzaak of door een toeval, kan de werkgever niet tot tusschenkomst gehouden worden; bovendien moet het slachtoffer de schuld van den werkgever bewijzen. Dit bewijs is dikwijls zeer moeilijk, soms onmogelijk te leveren; het vergt soms lange, pijnlijke, tot verbittering leidende processen. » (Verslag van den heer Claeys-Bouart.)

De wet van 24 December 1903 verving dus het verantwoordelijkheidsbegrip door dit van het risico, risico eigen aan de nijverheid, onafscheidelijk van de samenwerking tusschen kapitaal en arbeid. Het scheen derhalve rechtvaardig het beroepsrisico, met als gevolg de forfaitaire schadeloosstelling, in een zekere verhouding te doen dragen door elk van de bij de overeenkomst betrokken partijen.

De wet op de vergoeding voor arbeidsongevallen is nu sedert nagenoeg dertig jaar toegepast. Zij is in onze zeden overgegaan en men mag haar beschouwen als een weldaad voor de arbeidende klasse en voor de nijverheid. Zij beantwoordt aan een gevoel van medelijden en schept een grooter veiligheid.

Andere wetten hadden reeds het stelsel van de bewijslevering gewijzigd. De wet van 1891, om er slechts eene te noemen, betreffende de vervoerovereenkomst, stelt den vervoerder verantwoordelijk, tenzij hij het bewijs levert dat het ongeval voortspruit uit een oorzaak die hem niet ten laste kan worden gelegd.

Moet het begrip van risico worden uitgebreid tot de verkeersongevallen, die jaarlijks talrijker, zwaarder en moorddadiger worden? Want vooral op dit gebied stelt zich het vraagstuk.

De geachte heer Sinzot besloot met te verklaren dat zijns inziens de hervorming in de praktijk over twee punten moest gaan :

- 1^o Ten spoedigste moet, wat de automobiël-ongevallen betreft, het begrip van de persoonlijke schuld vervangen worden door het begrip van het risico;
- 2^o De verzekering tegen de automobiël-ongevallen moet verplichtend worden.

De Senaat keurde onlangs een wetsontwerp op het wegverkeer goed, waarin bepalingen voorkomen tot het verzekeren van de veiligheid en, in geval van ongeval, het herstel van de berokkende schade.

Het ontwerp maakt het rijbewijs en de verzekering verplichtend.

Met vreugde moet in dit ontwerp de verplichte verzekering worden begroet. Al te veel slachtoffers worden, onder de huidige wetgeving niet schadeloos gesteld, wegens het gemis van solvabiliteit van hem die het ongeluk veroorzaakte, indien hij niet verzekerd is.

Moet de theorie van het risico door een bepaalden tekst in onze wetten worden ingeschreven?

De verklaring van artikel 1382 heeft in den laatsten tijd een evolutie ondergaan. Procureur-generaal Leclercq meent dat zoohaast een autobestuurder

gedood of gekwetst heeft, hij zonder verder bewijs verantwoordelijk moet verklaard worden (1). Doch de rechtspraak heeft tot hiertoe deze stelling niet bekrachtigd. Het eenvoudige feit volstaat niet om een rechtsvordering tot schadeloosstelling te wettigen. De schuld moet bewezen worden. (Cass. 4 Juli 1929. *Pas. I* , 261.)

Het ligt niet in de bedoeling van uw verslaggever de talrijke theorieën te onderzoeken die over de burgerlijke verantwoordelijkheid zijn vooruitgezet.

Het weze hem nochtans veroorloofd eenige regelen te vermelden van het werk van den heer Rutsaert : *Le Fondement de la responsabilité civile en matière extra-contractuelle* ».

De schrijver onderzocht uitvoerig de theorie van het risico en tot besluit verwerpt hij de opvatting van het risico als grondslag voor de verantwoordelijkheid over het algemeen. « Een individu alle risico's doen dragen van zijn daden, zegt hij, doet hem alle onderscheid opgeven tusschen zijn schuldige en niet schuldige daden, doet allen zin voor verantwoordelijkheid verdwijnen, maakt van het herstel der aangerichte schade een eenvoudigen last.

Op zedelijk gebied druischt deze theorie in tegen een der oudste en diepste beginselen van het recht, want de mensch voelt zich enkel verantwoordelijk in de mate van zijn schuld en niet wegens het feit alleen dat hij handelde. »

Doch dezelfde auteur meent dat de wet terecht zou kunnen onderstellen dat de schade veroorzaakt door de gevaarlijke zaak, te wijten is aan de schuld van hem die er de zorg over had.

Dit stemt overeen met het wetsontwerp dat door den Senaat werd goedgekeurd; deze oplossing is niet overdreven, daar de eigenaars van gevaarlijke zaken, automobiel of vliegtuig, aan de gevolgen der verantwoordelijkheid wegens lichte fouten of verborgen gebreken van de zaak kunnen ontsnappen door de verzekering, die verplichtend zou kunnen gemaakt worden.

Wij mogen niet nalaten te vermelden dat reeds in 1907, de geachte heer Magnette, nu voorzitter van den Senaat, een wetsvoorstel had ingediend waarin het beginsel was opgenomen van het vermoeden der schuld. « Elk ongeluk veroorzaakt aan personen of aan zaken door autovoertuigen, zal ondersteld worden veroorzaakt te zijn door de schuld van den bestuurder, die zich zal vrij pleiten door het bewijs van de overmacht of van de schuld van het slachtoffer. »

Laten wij hier deze korte uiteenzetting staken en met den verslaggever in de Kamer den wensch uitdrukken, dat het vraagstuk der verplichte verzekering eerlang worde opgelost. Met hem oordeelen wij dat althans in geval van ernstig verzuim, de veroorzaker van het ongeval persoonlijk een deel van de eventuele schadeloosstelling zou moeten dragen.

*
* *

Vredegerecht.

Getrouw aan een reeds uitgedrukte meening, betreuren wij eens te meer dat de economische omstandigheden hebben aanleiding gegeven tot de nood-

(1) Openingsrede van 15 September 1927. In tegenovergestelden zin : Openingsrede van baron Meyers, Procureur-generaal bij het Hof te Luik, op 15 September 1931.

zakelijkheid sommige vrederechten af te schaffen. Wij staan niet in bewondering voor de gerechtelijke inrichting die erin bestaat meer dan één kanton te doen bedienen door een magistraat en aldus sommige vrederechters te verplichten gestadig te reizen.

Vergeten wij niet dat de Grondwetgevende Vergadering, met de vrederechten op te richten, een volksmagistraat, die de geschillen moet bijleggen en rechtsgedingen voorkomen, ter beschikking van de rechtzoekenden heeft willen stellen.

Anderdeels is het van belang dat er een oplossing worde gevonden voor het wetsontwerp betreffende het aantal vrederechters. Aan het overgangsregime der schorsingswet zou een einde dienen gesteld.

* * *

Met 9 tegen 2 stemmen stelt uwe Commissie U aanneming voor van de Begrooting van Justitie, zooals zij ons door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd overgemaakt.

De Verslaggever,
Baron MEYERS.

De Voorzitter,
DU BOST.